

**M. Fulton:** Oh, oh! Contrairement au député, j'ai lu le rapport Brundtland. En fait, il y a quelques semaines, j'ai participé à une table ronde à l'Université de la Colombie-Britannique...

**Mme Mailly:** Comme simple figurant.

**M. Fulton:** ... avec un député de Vancouver qui est très versé en la matière. Je voudrais bien savoir pourquoi le gouvernement dont le député d'Edmonton fait partie n'a rien fait pour donner suite aux recommandations du rapport Brundtland au Canada. Le rapport a été approuvé publiquement, mais aucune mesure n'a été prise et aucun montant n'a été versé pour la mise en oeuvre d'un programme de développement durable. Le ton de mes observations avait à voir avec le fait que si nous avons l'intention d'appliquer les recommandations réfléchies, importantes et nécessaires de la Commission Brundtland, nous devons disposer d'une forme quelconque de financement réaliste et soutenu. Tout en parlant avec admiration du rapport Brundtland, le gouvernement n'offre aucun financement et ne prend aucune mesure institutionnelle pour le mettre en oeuvre.

J'ai formulé certaines observations au sujet de ce que m'a transmis le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, parce que ses propres collègues ont eu recours au même genre de renseignements au cours de la dernière campagne électorale. Il est important à mon avis de ne mentionner que des données exactes à la Chambre quand on parle des niveaux de financement, des projets avantageux et du genre de problèmes que doivent affronter les pays du tiers monde, surtout au sud du Sahara, à cause des exigences draconiennes du FMI, qui les obligent à renoncer à toutes sortes d'opérations, même celles qui leur procurent des denrées alimentaires.

J'ai cité l'exemple du Brésil. Si le député avait lu le rapport Brundtland, il serait au courant du très bon exemple qui y figure au sujet de la planification de la gestion forestière au Brésil. Les forêts tropicales sont en train d'être abattues pour être remplacées par des plantations de palmiers à huile. Pourtant, comme le fait remarquer le rapport Brundtland, il existe une sorte de plante grimpanche qui pousse à l'état sauvage dans la forêt tropicale et qui fournit une huile de meilleure qualité et en plus grande quantité à l'hectare que le palmier à huile.

Il est notoire que beaucoup des programmes d'aide offerts par le FMI et par des pays comme le Canada ont des effets négatifs et nuisibles non seulement sur les forêts du Brésil et d'autres pays, mais aussi sur l'économie des peuples indigènes qui exploitent les ressources de ces régions depuis si longtemps.

Le député voudrait faire croire que je me suis déclaré contre le financement de certains projets au Zaïre et contre d'autres mesures semblables. Rien n'est plus loin de la vérité. Il n'a présenté aucun argument. Il s'est tout simplement levé de son fauteuil en lançant que j'étais contre l'aide financière au Zaïre. Quelle hypocrisie! En vérité, son gouvernement n'a pris aucune mesure réaliste pour atteindre l'objectif très modeste de 0,7 p. 100 du PNB, fixé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Voilà que ce ministre déclare que peut-être au XXI<sup>e</sup> siècle commencerons-nous à nous rapprocher de cet objectif. On repousse l'objectif de cinq ans, puis de dix, puis de quinze.

Je crois que Stephen Lewis avait raison lorsqu'il a déclaré que l'Occident trahissait le continent africain. J'aimerais entendre le député nous expliquer logiquement pourquoi son

#### *Accords de Bretton Woods—Loi*

gouvernement n'a donné aucune suite au rapport Brundtland. Il n'a même pas été capable de consacrer 0,7 p. 100 du PNB à l'aide au développement. Il n'a pas été capable, que ce soit par l'intermédiaire de l'ACDI, de la Société pour l'expansion des exportations ou de tout autre organisme dont le Canada est membre, de faire quoi que ce soit en faveur d'un développement durable. Je crois que le député a lancé beaucoup de paroles en l'air et qu'il dit n'importe quoi.

**La présidente suppléante (Mme Champagne):** D'autres questions ou commentaires? Nous reprenons le débat.

**M. Simon de Jong (Regina-Est):** Madame la Présidente, nous discutons une loi tendant à modifier la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes. Je voudrais contribuer au débat en parlant des effets de la course aux armements sur les politiques et la conjoncture économique des pays avancés et sous-développés. Il est important de savoir que nous contribuons largement à cette course, même si les Canadiens pensent le contraire. Je dirais même qu'elle fait de nous des prisonniers de guerre en ce sens qu'elle abaisse notre niveau de vie.

Le monde dépense plus d'un billion de dollars par année pour s'armer. A eux seuls, les États-Unis consacrent à cette activité plus de 500 millions de dollars par jour. On ne peut pas priver l'économie mondiale d'un billion de dollars sans que le niveau de vie de tout le monde en souffre. Voyons, par exemple, comment le Canada paie pour cette course qui fait de nous des prisonniers de guerre.

Normalement, les taux d'intérêt dépassent de un ou deux points le taux d'inflation. Celui-ci se situant actuellement à environ 4 p. 100, les taux d'intérêt devrait donc s'établir à environ 6 p. 100. Si nous n'avions que 6 p. 100 d'intérêt à payer sur les hypothèques, sur la dette des gouvernements et sur la dette agricole, les travailleurs et les travailleuses et surtout les agriculteurs du Canada auraient bien moins de difficultés. Le coût des hypothèques, en particulier, serait beaucoup moins élevé. Aujourd'hui, les familles ont souvent besoin de deux salaires pour vivre, alors qu'il n'en fallait qu'un seul autrefois.

• (1040)

Mais pourquoi les taux d'intérêt sont-ils si élevés? A mon avis, c'est à cause de la course aux armements. A cause d'elle, le déficit des États-Unis est si élevé que le paiement des intérêts absorbe à lui seul 90 p. 100 de l'épargne des particuliers, des sociétés et des entreprises américaines. Les États-Unis ont donc besoin d'un dollar fort pour combler leurs besoins de capitaux et il leur faut des taux d'intérêt élevés pour attirer les capitaux internationaux. Et, comme vous le savez, les taux du Canada sont directement liés à ceux des États-Unis. Les taux d'intérêt doivent également être élevés pour que nos capitaux restent au Canada et pour attirer des capitaux étrangers. A cause de cela, notre taux d'intérêt dépasse le taux d'inflation de beaucoup plus que 2 ou 3 points de pourcentage. C'est le prix que paient les Canadiens pour la course aux armements. Si ce n'était de la course aux armements, nos versements hypothécaires seraient moindres, les remboursements de prêts des agriculteurs seraient moindres et le service de la dette du gouvernement coûterait moins cher. On estime que chaque